

## L'Europe centrale et la mentalité démocratique

*Un problème majeur des pays d'Europe centrale qui se sont débarrassés du totalitarisme communiste il y a déjà 26 ans semble être le fait qu'ils ne sont pas encore suffisamment enracinés dans la mentalité libérale occidentale. Le paysage politique postcommuniste de République tchèque en offre une bonne illustration.*



Le désastre moral que l'on a pu observer pendant toute la période du totalitarisme communiste a fait d'énormes dégâts dans les pays qui étaient d'anciens satellites soviétiques. Tout redressement de la situation exigera davantage de temps que la transformation politique et économique à elle seule. Même la société tchèque, qui a fait une importante expérience démocratique pendant la

période d'entre-deux-guerres en Tchécoslovaquie et qui avait déjà retrouvé équitablement son état démocratique après la révolution de velours, souffre encore d'une maladie qui a été décrite par Jiri Pehe comme étant une "démocratie sans démocrates". Les institutions démocratiques ont été bien établies, mais les politiciens et les citoyens n'ont pas acquis de mentalité démocratique de manière adéquate. Ils ont tendance à répondre aux différents défis en adoptant une position politique moins que démocratique (voire même, complètement antidémocratique). La société tend donc vers diverses manifestations de populisme, de nationalisme, de corruption et de faible culture politique.

### **Une influence russe qui érode la société**

De telles tendances sont également soutenues par l'influence accrue des activités russes sur la société en matière d'économie et de renseignement. Ces vestiges de la domination soviétique dans cette région constituent une menace souvent sous-estimée. Le lobby pro-russe et les médias promeuvent intensément des tendances politiques nationalistes et eurosceptiques afin d'affaiblir ou de porter atteinte à l'intégration européenne. Des médias comme Aeronet.cz, Sputnik et d'autres répandent la propagande du Kremlin, où l'on retrouve l'argumentaire anti-occidental, le nationalisme politique, la xénophobie et les théories du complot. Leurs échos se font entendre dans le populisme politique de représentants importants des milieux politiques postcommunistes tchèques, notamment le Président Milos Zeman et l'ancien Président Vaclav Klaus. Leur agenda politique va dans le sens d'une critique des valeurs démocratiques libérales occidentales, de même que dans d'autres pays postcommunistes d'Europe centrale.

On peut identifier deux raisons qui expliquent pourquoi ces idées résonnent au sein de la société. Comme il a été mentionné plus haut, il est de fait que la société n'a pas encore élaboré une confiance et une sensibilité suffisantes à l'égard des principes démocratiques. Le discours public reste vulnérable et sujet à différentes formes de manipulation et de populisme. Une deuxième raison, c'est que les sociétés d'Europe centrale se perçoivent depuis des générations comme des victimes des

différentes hégémonies, d'où une incertitude et un déséquilibre au niveau de leur identité collective. Le sentiment de "jouer les seconds rôles" est un syndrome encore très fort, qui rend les sociétés extrêmement sensibles à toutes les formes autoritaires d'exercice du pouvoir venant de l'étranger.

### **Les réactions devant la crise des réfugiés**

C'est ce qui explique la réaction hâtive des pays du groupe de Visegrad à la décision du Conseil de l'UE de répartir les réfugiés dans tous les Etats membres de l'Union européenne. La crise des migrants a été un facteur de rassemblement de ces sociétés, comme le faisait récemment remarquer Radko Hokovsky dans le journal *Politico*. Il est surprenant de constater que la sécurité européenne et la lutte pour les valeurs européennes sont également devenues la principale problématique dans le discours public tchèque. Bien que la République tchèque soit l'un des pays les plus sécularisés, la religion s'inscrit maintenant paradoxalement elle aussi dans ce contexte. Au nom de la défense de "nos valeurs chrétiennes traditionnelles", on observe une opposition à l'intégration des réfugiés musulmans dans la société tchèque. Comme le cite Tomas Halik, "il est symptomatique de voir que la majeure partie de la peur de l'islam se situe en République tchèque, où ne vivent pratiquement pas de musulmans. La principale source de cette peur est donc un manque de connaissances". Malheureusement, ce type de xénophobie, qui s'enracine dans la société uniforme mono-culturelle et totalitaire de l'époque communiste, résonne aussi dans certains milieux d'Eglise et chez certains de ses représentants, qui affirment qu'il ne faudrait accepter que des réfugiés chrétiens.

Toutefois, la crise des réfugiés fait apparaître un grand nombre d'aspects et de réalisations qui sont prometteurs du point de vue de la transformation démocratique. Après une période de stupeur initiale, les grands médias tchèques ont fait preuve d'une résistance considérable vis-à-vis du populisme dans ce domaine. D'autre part, il s'est également avéré que la société civile était bien établie. Malgré la position réservée des représentants politiques, il y a des dizaines d'ONG qui ont spontanément organisé des actions humanitaires. Des centaines de jeunes bénévoles tchèques ont participé jusqu'à présent à la fourniture d'une aide humanitaire directe aux réfugiés sur différents sites de la Route des Balkans. Au sein de l'Eglise, on note aussi de nombreuses activités de ce type et beaucoup de représentants d'Eglise sont une importante voix de la conscience à ce sujet.

**Petr Mucha**

Théologien et sociologue à l'Université de New York à Prague et à la Fondation "Forum 2000"

*Version originale de l'article : anglais*